



Cahier des Clauses Techniques Particulières

MISSION DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

CYCLE DE VALIDATION

Rédaction : CHAPELAIN.K
Date : **14/02/2025**
Signature :

Approbation : LAUNAY.M
Date : 14/02/2025
Signature :

Validation : LESCOT.L
Date : 14/02/2025
Signature :

SOMMAIRE

1. GENERALITES	3
2. NORMES ET REGLEMENTS	4
3. PREVENTION DES RISQUES	4
4. PLANNING DES TRAVAUX – PHASAGE	5
5. COMPOSITION DE L'EQUIPE.....	5
6. AMIANTE	5
7. FORME DES DOCUMENTS	6
8. INDEPENDANCE DU TITULAIRE	6
9. MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION	6
10. RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT	7
11. MISSIONS DU CSPS	7
11.1. RAPPORT EN PHASE ETUDE APD.....	9
11.2. RAPPORT EN PHASE ETUDE PRO.....	9
11.3. PGC.....	9
11.4. ASSISTANCE POUR ETABLISSEMENT D'UN PLAN DE PREVENTION	11
11.5. ASSISTANCE TECHNIQUE AMIANTE	11
11.6. DIUO	11
12. DELAIS	12

1. GENERALITES

Le présent cahier définit les contraintes techniques générales d'exécution de la mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé. Celles-ci s'appliquent à tous les bons de commande et sont complétées, en fonction des particularités des marchés de travaux afférents.

Les prestations s'exécutent dans le cadre d'opérations de travaux de toutes natures telles que :

- Voirie Réseaux Divers,
- Terrassement, fondations, gros œuvre,
- Charpente,
- Couverture, étanchéité,
- Bardage,
- Menuiserie,
- Serrurerie,
- Plâtrerie-isolation,
- Faux-plafond,
- Chape-Revêtement de sol,
- Peinture, revêtement mural,
- Ascenseur,
- Plomberie, sanitaires, paillasse,
- Chauffage, ventilation, climatisation,
- Fluides médicaux,
- Electricité,
- Travaux de construction / démolition,
- Désamiantage,
- Système de sécurité incendie.

Dans ce contexte, le titulaire exerce sa mission de coordination, conformément aux réglementations en vigueur régissant son domaine de compétences.

Les caractéristiques et configuration sont les suivantes :

Niveau de chantier	Catégorie 1 à 3
Architecte	Avec ou sans
BET	Avec ou sans
Maître de l'ouvrage	Etablissement concerné
Adresse	Divers : voir lieu d'exécution
Responsable du suivi du marché	Services techniques selon lieu d'exécution
Nombre de bâtiments	Divers
Nombre d'ascenseurs	Divers
Surface totale	Divers
Nombre d'étages sur RdC	Divers
Nombre de sous-sols:	Divers
Classement	IGH, ERP et Code du travail
Travaux neufs	Oui ou non
Travaux sur existants	Oui ou non
Etude de sol	Avec ou sans
Technique innovante	Oui ou non
Ouvrages de caractère exceptionnel	Non
Autorisation de travaux	Toujours : soit permis de construire/démolir, soit déclaration préalable
Coût prévisionnel des travaux	Divers
Durée	Divers

2. NORMES ET REGLEMENTS

Pour chaque mission, le prestataire doit respecter l'ensemble des réglementations et normes en vigueur. Il doit notamment respecter le code du travail, le code de la construction, le code de la santé publique, ainsi que tous les codes, textes réglementaires, normes et documents techniques traitant de la sécurité et de la protection de la santé. Pour mémoire, lui sont rappelés les textes suivants

Règlements généraux relatifs à l'hygiène et à la sécurité.

- Code du travail IVème partie, santé et sécurité au travail
- Lois n° 91-1414 du 31.12.91 - Art. L. 230-2 concernant les mesures mises en œuvre pour assurer la sécurité des travailleurs.
- Décret n° 92-332 du 31.3.92 concernant l'hygiène et la sécurité des lieux de travail.
- Loi n° 93-1418 du 31.12.93 concernant les chantiers temporaires et mobiles.
- Décret n° 94-1159 du 26.12.1994 Organisation de la sécurité et coordination en matière de chantier du BTP
- Décret 95-543 du 04.05.1995 relatif au CISSCT
- Décret n° 99-1159 du 26.12.94 intégrant la sécurité et la coordination en matière de sécurité lors des opérations de bâtiment.
- La circulaire DRT 96-5 du 10.4.96 exposant les grands principes issus du dispositif législatif et réglementaire et décrivant la mise en application de la coordination sur les chantiers.
- Décret 2003-68 du 24/01/2003.
- Arrêté du 25 février 2003
- Les différentes recommandations et prescriptions CRAM, CRAMIF, O.P.P.B.T.P., etc.

3. PREVENTION DES RISQUES

En cas d'intervention en zone amiante, le titulaire respecte les obligations afférentes au respect des consignes de sécurité et de prévention imposés par l'activité hospitalière de l'Etablissement et la présence éventuelle de matériaux amiantés dans les locaux qui seront visités.

Ainsi, le titulaire s'engage à :

- Fournir les attestations de formation à la prévention du risque amiante (articles R 4412-87 à 89 du code du travail) des préposés intervenant sur site (voir chapitre 6)
- Transmettre l'aptitude médicale de ces mêmes personnes,
- Garantir le respect des différentes réglementations (code du travail, code de la santé publique, code de l'environnement...).

A la charge du titulaire de mettre à disposition de ses personnels les équipements nécessaires à la bonne exécution de son marché (Equipement de Protection Individuelle, moyens d'accès, matériels...). Ces matériels et équipements devront respecter les préconisations réglementaires et notamment, si obligation, posséder leur certificat de contrôle périodique.

Le titulaire devra strictement respecter les procédures, protocoles et consignes du CHU, notamment lors de l'accès en zone à risque d'émission de fibre d'amiante, mais également lors de l'entrée dans les services de soins, blocs opératoires, services stériles et autres services de réanimations.

4. PLANNING DES TRAVAUX – PHASAGE

D'une manière générale, la période d'intervention des marchés de prestations intellectuelles est fixée du lundi au vendredi, de 8H00 à 18H00. Si des contrôles ou visites ne peuvent être réalisés aux dates initialement prévues, ou doivent être écourtés ou interrompus lors des interventions, le titulaire s'engage à reprogrammer ces opérations ultérieurement, sans surcoût.

5. COMPOSITION DE L'EQUIPE

Le titulaire a déterminé dans le cadre de réponse la composition de l'équipe dédiée à l'exécution de la prestation telle que mise à disposition, pour l'ensemble des bons de commande qui seront émis, quelles que soient les opérations de travaux programmées. L'équipe doit être composée de préposés en nombre suffisant pour faire face, le cas échéant, à plusieurs opérations se déroulant simultanément.

Le titulaire fournit, à l'appui de son offre, le cadre de composition de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations. Les préposés sont désignés parmi les profils déterminés.

Conformément à la réglementation en vigueur, le coordonnateur est suppléé dans ses missions, par un contrôleur de niveau équivalent. Dans tous les cas, les coordonnateurs doivent justifier d'une expérience de plusieurs années en milieu hospitalier et en IGH et ERP.

6. AMIANTE

Des travaux peuvent être exécutés en présence de matériaux amiantés. Le titulaire devra alors prendre en compte la liste ci-dessous non exhaustive des réglementations « amiante » :

- Code du Travail : Partie IV, Livre IV, Titre I, Chapitre II, Section 3, Sous-section 2, Articles R4412-94 à R4412-124 et Sous-section 4, Articles R 4412-144 à R4412-148 : Dispositions communes à toutes les activités comportant des risques d'exposition à l'amiante et dispositions particulières aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante
- Code de la Santé Publique : Partie I, Livre III, Titre III, Chapitre IV, Section 2, Sous-section 4, Articles R 1334-25 à R1334-29-3 : Obligations issues des résultats des repérages
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

Conformément aux dispositions des différents codes et textes relatifs aux interventions de maintenances réalisées sur, ou à proximité de matériaux ou équipements pouvant contenir de l'amiante, le titulaire remet au GHT Normandie Centre, avant le commencement d'exécution et le cas échéant, annuellement :

- L'aptitude médicale (absence de contre-indication à l'exposition et à l'inhalation de fibres d'amiante et au port des Équipements de Protection Individuel) délivrée par la médecine du travail, des intervenants exposés. Le titulaire est responsable de l'exposition des travailleurs et assure le suivi de ces expositions.

- L'attestation de compétence amiante au regard des missions confiées à l'intervenant (opérateur de chantier et/ou encadrant technique ou de chantier).

- Le mode opératoire amiante, intégrant les sous-traitants, rédigé par le titulaire selon la trame de l'établissement. Ce mode opératoire est annexé au plan de prévention. L'intervention ne peut être entreprise qu'après passage par le DES du GHT Normandie Centre, consultation du DTA.

À tout moment, l'établissement pourra faire cesser l'intervention, sans délais, si les prescriptions demandées et obligations réglementaires ne sont pas respectées.

7. FORME DES DOCUMENTS

Les documents transmis doivent être remis sous format numérique (Word, Excel, PDF - format DWG Autocad 2025 pour les plans et REVIT 2025) uniquement.

Afin de dater les réceptions de documents, et en l'absence d'un système automatique d'AR, les destinataires des courriels accusent systématiquement réception des documents transmis.

La nomenclature des noms de fichiers (intégrant les évolutions de version) et une numérotation continue et chronologique est définie avec l'accord du maître de l'ouvrage lors de la réunion de lancement.

Les rapports sont adressés au maître d'ouvrage.

8. INDEPENDANCE DU TITULAIRE

Le coordonnateur SPS intervient sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage.

La mission de coordination en matière de sécurité est indépendante de celle du Contrôleur Technique et de celle du Coordonnateur SSI.

9. MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Chaque demande d'intervention d'un établissement partie au marché fait l'objet d'un devis gratuit, dans un délai optimal ne pouvant excéder 7 jours calendaires à compter de la demande faite par mail. Chaque devis détaillera à minima le coût et les délais de chaque opération, le nom de l'intervenant en charge de la prestation ainsi que le n° du marché concerné.

Après acceptation du devis par le maître d'ouvrage, une commande est émise par l'établissement partie. A réception, le prestataire s'engage alors à effectuer les opérations « de la commande » conformément aux conditions et délais définis sur son devis.

Il prend dès lors contact avec le responsable d'opération pour convenir d'un rendez-vous d'information

10. RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Gestion des déplacements

Dans la mesure du possible, le titulaire privilégie les déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun. Si le déplacement en véhicule individuel est indispensable, le titulaire utilise de préférence un véhicule fonctionnant à l'énergie verte (électriques, GPL, hybride...) conforme aux normes en vigueur.

Depuis le 1er janvier 2025, la ville de Caen dispose d'une zone à faible émissions mobilité (ZFE). Dans cette zone, la circulation des véhicules non classés (antérieurs à 1997) est interdite.

Le CHU Caen Normandie est en dehors de cette zone mais son accès peut nécessiter de traverser la zone.

Le titulaire du marché s'engage à utiliser un véhicule relevant de la vignette Crit'air.

Pour vérification, le titulaire communique sur simple demande les justifications de transports et/ou la carte grise du véhicule avec mention de la catégorie Crit'Air du véhicule utilisé pour la prestation.

Informatique verte (Green IT)

Le titulaire met en place une pratique visant à utiliser les technologies de l'information de manière responsable afin de réduire son empreinte environnementale des activités informatiques :

- d'hébergement et de tri des données
- d'hébergement de sa plateforme de consultation en ligne
- de gestion raisonnée des courriels
- de recyclage du matériel informatique

Pour vérification, le titulaire transmet sur simple demande sa chartre informatique à l'acheteur.

Gestion des déchets

Le prestataire est responsable de la valorisation ou de l'élimination des déchets générés par l'exécution des prestations pendant toute la durée du marché. Il est chargé de la collecte, du transport, de l'entreposage, du tri et de l'évacuation des déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Pour vérification, le titulaire produit sur demande tout justificatif de traçabilité des déchets.

11. MISSIONS DU CSPS

La mission de coordination sécurité protection santé vise à prendre en compte la gestion de la co-activité entre l'établissement, les entreprises réalisant les travaux, les différents transporteurs pendant l'exécution du ou des marchés de travaux, afférents à la mission.

Pendant ces travaux, l'ensemble des installations techniques et équipements des établissements doit rester en fonctionnement.

La mission du coordonnateur SPS est de prévenir, tout au long de l'opération, les risques résultant des interventions simultanées ou successives des diverses entreprises et équipes.

Dans ce contexte, il est amené à effectuer les actions suivantes :

- il analyse les risques inhérents à chacune des situations de travail,
- il examine les périodes de coactivité prévues par les plannings,
- il évalue les risques résultant de cette coactivité,
- il propose des mesures de prévention, dont il contrôle la mise en œuvre,
- il fait respecter l'application des Principe Généraux de Prévention (PGP) et en contrôle la mise en œuvre.

Au cours de cette analyse, il doit également :

- d'une part détecter la présence éventuelle d'un ou plusieurs des risques particuliers définis par l'arrêté du 25/02/2003 (L4532-8) et le décret du 8 janvier 1965 modifié,
- d'autre part être capable d'appréhender les risques de maladies professionnelles et de décrire des mesures préventives.

Tout au long de l'opération, il doit adapter son action à la réalité du chantier. Il réalise l'analyse détaillée des Plans de Prévention de la Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS) qui indiquent notamment les procédés et modes opératoires particuliers envisagés sur l'opération des entreprises et participe à leur harmonisation en fonction des réalités du chantier.

Il communique au maître d'ouvrage, une copie des PPSPS, ainsi qu'un compte rendu détaillé d'analyse pour chacun des PPSPS, dans les 8 jours calendaires suivant son analyse. Ce compte rendu doit, en conclusion, être complété d'un avis motivé du coordonnateur.

Il est chargé de l'ouverture et de la tenue du Registre Journal de la Coordination (RJC), créé dès la phase APS. Il rédige, diffuse et met à jour le Plan Général de Coordination (PGC), créé dès la phase APS. Le PGC est mis à jour, dès que nécessaire, et tout au long de l'opération de travaux. Il organise les inspections communes et définit les consignes

Il réalise le Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (DIUO), créé dès la phase APS et remis lors de la réception. Il prépare la déclaration préalable de travaux qui sera envoyée, par le Maître d'Ouvrage, aux différents organismes compétents.

Le cas échéant et dès que nécessaire, il constitue, préside et participe à l'action du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) et en diffuse les PV de réunions au CSE (Comité social d'établissement) et/ou délégués du personnel.

Le Coordonnateur est force de propositions réalistes et argumentées en matière de sécurité et de protection de la santé, envers le GHT Normandie Centre et les entreprises intervenantes.

Le coordonnateur SPS prend en charge, dans sa mission, l'organisation et la gestion des risques de l'ensemble de l'opération engagée par le GHT Normandie Centre. Ainsi, le périmètre de sa mission ne se limite pas à l'enceinte close et indépendante du chantier, mais comprend également l'ensemble des opérations, activités, déplacements, travaux et maintenances, en rapport avec l'opération et devant être réalisés sur le territoire du GHT Normandie Centre ou à proximité immédiate (notamment les voies publiques). Pour ces interventions, et dans le cas où cela s'avèrerait nécessaire, un plan de prévention et une autorisation de travail, telle qu'utilisée par le GHT Normandie Centre, sont rédigés par le référent travaux et le chargé de prévention du GHT Normandie Centre, en relation avec le CSPS, qui devra en contrôler l'application et le respect par les entreprises intervenantes.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le RJC. Cette information doit être confirmée par écrit (courrier recommandé avec accusé de réception) au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ainsi qu'à l'entreprise en cause.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement..., ou tous autres risques définis dans le code du travail ou que le CSPS estimera être d'ordre à engendrer une situation de danger grave et imminent), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au RJC. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le RJC.

En cas d'accident ou d'incident, le CSPS doit en analyser les circonstances afin d'en identifier la ou les causes et ainsi déterminer de nouvelles mesures de prévention destinées à en éviter la répétition. Il en tient immédiatement informé le maître d'ouvrage et lui communique au plus tôt un compte rendu d'accident ou d'incident agrémenté d'un arbre des causes.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants à l'opération est soumis au maître d'ouvrage.

11.1. RAPPORT EN PHASE ETUDE APD

Ce rapport relatif à la l'étude APD est adressé au Maître de l'Ouvrage avant le démarrage de la phase suivante.

11.2. RAPPORT EN PHASE ETUDE PRO

Ce rapport relatif à la l'étude PRO est adressé au Maître de l'Ouvrage avant le démarrage de la phase suivante.

11.3. PGC

Sur la base du programme de l'opération, le coordonnateur SPS établit le PGC Version 0 qui sera joint au dossier de consultation de l'opération de travaux.

De par la spécificité de la procédure engagée, ce PGC décrira :

- Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier
- L'organisation de principe et installation de chantier
- Les mesures d'organisation générale du chantier, arrêtées par le Maître d'ouvrage en concertation avec le coordonnateur et le maître d'œuvre (en particulier les accès livraisons, les zones de stockage, ...)
- Les mesures de coordination générales prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.

Au cours de la conception, de l'étude et de l'élaboration du projet de l'ouvrage, les missions du coordonnateur SPS consistent :

- À proposer dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du bon de commande, les modalités pratiques de sa coopération pour exécuter sa mission.
- Sur la base de ces propositions, le maître d'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, y compris au présent marché ;
- À établir la déclaration préalable visée à l'article R4213-2 du code du travail et à la soumettre au maître d'ouvrage en vue de sa transmission aux organismes compétents ;
- À élaborer les documents figurant au 2° de l'article R.4532-11 à 16 du code du travail.

Ce document précise les règles spécifiques applicables au chantier concerné, en tenant compte, le cas échéant, des activités d'exploitation ayant lieu sur le site. Ce plan doit entre-autres comporter des mesures spécifiques concernant les travaux qui rentrent dans une ou plusieurs des catégories suivantes :

Liste non exhaustive des travaux comportant des risques particuliers pour la sécurité et la santé des travailleurs.

- Travaux exposant les travailleurs à des risques d'ensevelissement, d'enlèvement ou de chute de hauteur, particulièrement aggravés par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage.
- Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou biologiques qui, soit présentent un risque particulier pour la sécurité et la santé des travailleurs, soit comportent une exigence légale de surveillance de la santé.
- Travaux avec radiations ionisantes qui exigent la désignation de zones contrôlées ou surveillées.
- Travaux à proximité de lignes électriques de haute tension.
- Travaux exposant à un risque de noyade.
- Travaux de puits, de terrassements souterrains et de tunnels.
- Travaux en caisse d'air comprimé.
- Travaux comportant l'usage d'explosifs.
- Travaux de montage ou démontage d'éléments préfabriqués lourds.
- Tous autres travaux dangereux énoncés dans le code du travail et les textes réglementaires ou qui pourraient présenter des risques non négligeables pour la sécurité et la santé des travailleurs.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Il revient au Maître d'œuvre d'arrêter les mesures d'organisation générale du chantier sur la base de recommandations faites par le coordonnateur.

Le contenu minimal du document est énoncé comme suit :

- Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable,
- Les Clauses Techniques : Etude des risques dans le cadre de la co-activité des entreprises ou entre les entreprises et les activités du GHT Normandie Centre et des sujétions dues aux particularités de l'ouvrage.
- Organisation et installation de chantier
 - o Les mesures d'organisation générale du chantier, arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.
 - o Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.
 - o Planning : durées imparties aux tâches et interpénétration des tâches.
 - o Etude des risques intrinsèques à l'emploi des matériaux

Dans le cas de la constitution d'un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, le coordonnateur SPS organise et rappelle la mission de ce collège dans le PGC.

11.4. ASSISTANCE POUR ETABLISSEMENT D'UN PLAN DE PREVENTION

La présente mission a pour objet l'intervention d'un CSPS pour une assistance à l'établissement d'un plan de prévention, conformément aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992, relatif à la prévention des risques liés à l'intervention d'entreprises extérieures dans un établissement.

Le coordonnateur a pour rôle d'accompagner le donneur d'ordre dans l'analyse des risques liés à l'intervention d'entreprises extérieures dans un site en exploitation, et de participer à la rédaction du plan de prévention prévu par les articles R.4512-6 à R.4512-12 du Code du travail.

Prix forfaitaire, pour un plan de prévention, comprenant la rédaction du plan de prévention, l'analyse des modes opératoires, visites dédiées et rédaction d'un CR (cf. ligne n°800 du BPU)

11.5. ASSISTANCE TECHNIQUE AMIANTE

La présente mission a pour objet de confier à au titulaire une assistance technique spécialisée en amiante, dans le cadre des travaux réalisés dans des bâtiments ou installations susceptibles de contenir de l'amiante. Celle-ci vise à accompagner le maître d'ouvrage tout au long des opérations de désamiantage ou de travaux en présence d'amiante.

Le titulaire interviendra en assistance au maître d'ouvrage, sans se substituer aux obligations des entreprises ou des organismes accrédités. Les prestations attendues comprennent notamment :

- Analyse et validation des modes opératoires transmis par les entreprises de désamiantage.
- Contrôle de la conformité réglementaire des documents (plans de retrait, notices de sécurité, etc.).
- Suivi technique des travaux de désamiantage sur site (phases critiques, confinement, étapes de retrait, etc.).
- Suivi des mesures d'empoussièrement avant, pendant et après travaux, avec analyse des résultats et alerte en cas de non-conformité.
- Surveillance et vérification des conditions d'exécution, en lien avec le plan de retrait et les prescriptions du CCTP travaux.
- Suivi et vérification des Bordereaux de Suivi des Déchets Amiante (BSDA) : cohérence des filières, conformité des bordereaux CERFA, suivi des évacuations et des traçabilités.
- Participation aux réunions techniques ou de chantier liées aux opérations amiante.
- Rédaction de rapports de mission après chaque phase critique (ou selon une fréquence définie).
- Assistance à l'analyse des offres des entreprises de désamiantage, si applicable.

Prix calculé selon un pourcentage du coût estimé des travaux de désamiantage (cf. ligne 801 du BPU)

11.6. DIUO

Le cadre du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) est défini à l'article R.4532-95 à 98 du code du travail. Le DIUO élaboré par le coordonnateur SPS rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Le DIUO doit rassembler sous bordereau l'ensemble des données telles que plans et notes techniques, de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures. Quand il s'agit d'un lieu de travail, le DIUO doit contenir le dossier de maintenance des lieux de travail (R4211-3 à 5).

Ainsi, il doit à minima contenir :

- une présentation générale de l'ouvrage et des conditions de sa réalisation ;
- la liste de tous les intervenants de l'opération ;
- le dossier de maintenance ;

- les fiches d'intervention ultérieure avec les risques liés aux accès sur le lieu d'intervention et les risques liés à l'intervention elle-même. A ces documents seront joints les extraits du DOE, des notices de calcul et les plans ou schémas utiles à la réalisation de l'intervention. Ces derniers éléments devront être parfaitement référencés.

12. DELAIS

Le coordonnateur doit s'attacher à ne pas retarder le déroulement de l'opération en intervenant le plus en amont possible. A défaut de les obtenir spontanément, il met les intervenants en demeure de lui fournir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier fixée par la maîtrise d'œuvre

Les délais de remise des différents documents sont les suivants :

Documents réalisés par le CSPS	Délai pour remettre ces documents au maître d'ouvrage	Point de départ du délai
Rapport en phase étude APS	15 jours calendaires	A la réception des documents
Rapport en phase étude PRO	15 jours calendaires	A la réception des documents
Plan général de coordination	14 jours calendaires	Demande écrite du Responsable d'Opération de Travaux
Ouverture du Registre journal	48 heures	A la réception des documents
DIUO	21 jours calendaires	3 semaines avant la réception programmée des travaux.